



1 Des services du Conseil Général plus proches de vous.

Avec plus de 6 000 salariés, le Conseil Général de la Gironde est trop centralisé à Bordeaux et pas assez présent sur l'ensemble du territoire. Notre souhait est de réorganiser ces services, à l'exemple de l'Ille-et-Vilaine, afin que la décentralisation aille jusqu'au citoyen.

Action sociale et réinsertion exigent de la proximité: Aide aux Personnes Agées, RSA et insertion, Maisons pour les personnes handicapées...

2 Nous refuserons toute augmentation de la fiscalité girondine.

En tant que groupe d'opposition, nous avons toujours refusé de voter un budget quand une augmentation d'impôts y était proposée. Nous ferons une pause fiscale sur la période 2011-2014.

3 Il ne faut pas augmenter les impôts mais faire des économies sur le fonctionnement: c'est possible!

3 Acteurs publics et privés main dans la main pour une action sociale plus efficace.

Les objectifs du schéma gérontologique et d'accueil du jeune enfant ne pourront être atteints si nous n'encourageons pas à la fois les projets publics (collectivités, associations) et privés.

Notre souhait est de disposer d'un bouquet d'investisseurs publics associatifs et privés, dans les métiers de l'action sociale, afin de pouvoir faire face aux demandes de place en crèche et en maison de retraite.

Soutenir les associations d'aide à domicile en incitant à la création de petites associations organisées en réseau, en aidant les CCAS: un meilleur service pour les ayants-droits, les personnels, les familles.

4 Développement des infrastructures de transport de manière cohérente sur l'ensemble du territoire girondin.

Notre département, avec ses 1 450 000 habitants, est plus grand que 7 des régions françaises mais reste organisé en étoile autour de Bordeaux.

Nous souhaitons pour la Gironde un réseau de routes départementales entre nos sous-préfectures: Blaye, Lesparre, Arcachon, Langon, et Libourne. Nous mettrons à l'étude un pont entre Blaye et Lesparre.

Nous avons deux «Y autoroutiers»: l'un au sud de Langon vers Pau et Toulouse; l'autre au nord de la Gironde vers Périgueux et Paris; nous devons les relier par une route départementale bien calibrée.

Nous serons actifs sur ce projet qui pour nous, dans le cadre du Schéma Régional d'Infrastructures et de Transports, est plus important que le grand contournement de Bordeaux: il servira à l'ensemble des girondins.

5 TransGironde le maillon indispensable à tous vos déplacements girondins.

Depuis 10 ans, les transports en commun ont évolué sur la CUB sans que le réseau TransGironde ne s'y adapte. Pire, des lignes de rabattement vers les gares ont même été supprimées par la majorité départementale actuelle.

Notre souhait est de disposer d'un véritable Plan Départemental de Transport Public en partenariat avec la Région (TER) et la CUB (bus/tramway). Nous voulons lancer un appel à projets départemental sur ce sujet afin de générer la production d'idées d'avenir, pour que les moyens de transport ne s'arrêtent pas à la frontière de la collectivité qui les achète!

Nous voulons favoriser dans ce cadre les modes de déplacement collectifs, partagés et actifs; nous lutterons ainsi contre l'isolement énergétique, c'est-à-dire la précarité liée au coût du transport.

Nous souhaitons que soient mieux desservis les lieux d'accès au sport et à la culture, pour nos jeunes: stades, théâtres, patinoire, future Arena, ...

6 Un service achats au Conseil Général pour investir plus, mieux et moins cher!

Il est anormal et illogique que la Gironde achète plus cher que les autres départements ses infrastructures, collèges, ronds-points...

Les progrès que les entreprises ont fait depuis 30 ans dans la conception et les méthodes d'achat, notre collectivité doit aujourd'hui les mettre en œuvre afin de mieux utiliser l'argent du contribuable. Nous voulons investir plus, mais investir mieux et surtout moins cher, pour cela il nous faut mieux communiquer avec les entreprises qui réalisent les travaux.

Une partie des ces économies, nous proposons de la répercuter sur les contribuables en n'augmentant pas les impôts pendant notre mandat.

Une équipe au service de la Gironde!
Avec les candidats Gironde dynamique et solidaire,
10 engagements forts pour la Gironde:

1 Faire du développement durable la priorité de notre politique départementale.

Depuis quelques années, le Conseil Général s'est engagé dans une politique de Développement Durable.

Nous souhaitons accélérer le mouvement!

Le 1^{er} Vice-Président du Conseil Général en sera chargé au sein de notre institution avec un rôle transversal et dominant pour mettre en application les engagements du Grenelle de l'Environnement.

La qualité de l'air et de l'eau de surface, l'économie des captations de l'eau en profondeur, la diminution des émissions de CO₂, l'économie de l'énergie, la limitation de l'utilisation des énergies fossiles et la promotion des énergies contemporaines seront au cœur de notre action.

Nous élaborerons un Plan Climat-Energie Départemental et réaliserons l'inventaire des émissions de gaz à effet de serre (GES) du département.

Nous inciterons à la réduction de la consommation d'énergie notamment dans l'habitat et dans le transport.

Nous lutterons contre la précarité énergétique: l'incapacité pour certaines familles de chauffer correctement leur logement à un coût acceptable, est due à des ressources trop faibles ou des mauvaises performances thermiques de leurs habitations. Le Conseil Général doit agir sur ces deux leviers.

Nous soutiendrons le développement des énergies renouvelables dans le cadre du Schéma Régional Climat Air Énergie: les départements doivent participer au développement de ces énergies afin d'atteindre au moins 23% dans leur consommation totale. Par une coopération avec les communes forestières (aide à la réorganisation foncière pour réduire le nombre de propriétaires forestiers privés et faciliter l'exploitation forestière), par la création d'infrastructures (chemins, stockage, séchage...), par la création d'une filière d'approvisionnement en bois-énergie et en tant que consommateur au travers du patrimoine bâti départemental (notamment les collèges). Le département participera à la création de structures de développement d'énergies renouvelables et de maîtrise de l'énergie.

Nous agirons pour réduire la production de déchets à la source et inciterons à diminuer le recours à l'incinération et à l'enfouissement, en développant tri et recyclage. Tous les plans de gestion des déchets devront être révisés lors du prochain mandat des Conseils généraux (loi Grenelle 2). C'est un poste fortement émetteur dans les bilans GES des territoires alors que la valorisation matière et la valorisation organique permettent d'éviter ces émissions. En outre, la méthanisation des biodéchets concourt à la production d'énergie renouvelable, notamment de manière décentralisée dans les exploitations agricoles. Nous mettrons en chantier l'étude de la valorisation et de la méthanisation des marcs de raisin.

8 Le Conseil Général de la Gironde au coeur du développement économique girondin.

Notre département compte un certain nombre de filières d'excellence.

Nous les aiderons massivement afin que l'on réalise plus de valeur ajoutée en Gironde et soutiendrons la création de nouveaux Pôles d'Excellence (autour de la vigne et du vin, de la filière nautique et de plaisance...).

Nous mettrons en place une politique volontariste de développement des circuits courts en commençant par la restauration dans nos collèges. La cuisine y sera réalisée sur place et approvisionnée en circuit court.

Nous participerons aux grands investissements de notre département: Centre Culturel et Touristique du Vin, Grand Stade, pont Jean-Jacques Bosc (entre Bègles et Floirac).

Nous financerons cette politique volontariste en économisant sur nos achats et frais généraux (réceptions, cérémonies, communication...), et en recueillant les fruits fiscaux du projet Euratlantique (700 hectares constructibles autour de la future gare LGV de Bordeaux St-Jean).

9 Construire le département en harmonie avec nos partenaires.

La Gironde perd énormément de temps en se posant en contre-pouvoir systématique de l'État, de la Région, de la CUB, de Bordeaux... Ce n'est pas l'esprit de la décentralisation qui avait pour objectif de mettre la décision à la portée du citoyen et non d'empêcher le pays d'avancer en faisant de toute chose un débat politicien stérile au service des partis.

Nous établirons des partenariats pluriannuels, dans l'intérêt de la Gironde et de tous les Girondins: logement, maisons de retraites, insertion, tourisme, développement économique, action sociale, sécurité routière...

Nous ferons de l'aide aux communes et aux communautés des communes le cœur de notre politique d'aménagement du territoire. Nous passerons d'une convention d'aménagements de bourg, à une convention d'aménagements du territoire, afin que soient prises en compte l'ensemble des problématiques d'aménagement: celles des bourgs, des écoles, des services publics, la présence médicale, la dynamique associative...

Nous ferons un diagnostic de la présence médicale sur chaque canton, puis nous proposerons des aides à l'installation des médecins dans les zones délaissées en accompagnant le plan national (maisons de santé).

Nous proposerons à la Région et à l'État de faire un diagnostic sur la carte scolaire pour les collèges et lycées et nous proposerons la construction de nouveaux collèges et de collèges-lycées où cela est souhaité et possible.

Nous développerons une politique touristique en partenariat avec la Région, le CRT, le CRT et les offices du tourisme du territoire. Nous proposerons la création d'un office du tourisme girondin regroupant tous les acteurs afin de mettre en place une politique touristique cohérente.

10 Vers une nouvelle gouvernance.

Nous respecterons toute opposition et nous l'associerons à la prise de décision. Les débats politiques nationaux n'auront pas leur place dans l'hémicycle du Conseil Général de la Gironde.

Pour faciliter le travail des demandeurs, nous dématérialiserons un grand nombre de formalités dont les dossiers de demande de subvention.

La communication du Conseil Général sera consacrée à la promotion de la Gironde et des girondins.

Un guide d'accueil à destination des nouveaux arrivants (15 000/an) sera dédié à la valorisation de l'image du département de la Gironde et à la promotion de son attractivité. Nous n'utiliserons pas l'argent des Girondins pour servir des intérêts partisans ou politiques.

Nous conserverons un seul magazine, le magazine Gironde, distribué à tous les girondins, il traitera de toutes les problématiques et sera disponible en braille et en version sonore.

Indemnités et avantages des élus:

En Gironde, un conseiller Général de base reçoit une indemnité d'environ 2 000 € net par mois et ce qu'il soit présent ou non dans les commissions, aux assemblées plénières ou dans les réunions où il doit représenter le Conseil Général. Nous proposons que les indemnités soient calculées sur la base de la présence effective comme cela se pratique déjà dans d'autres départements.

Nous supprimerons le restaurant et le salon des élus, que nous voulons transformer en crèche pour les enfants du personnel du Conseil Général.

Nous proposons aussi de supprimer l'abonnement au stade Chaban-Delmas qui reçoit chaque année chacun des 63 conseillers généraux.

Ces abonnements, nous les donnerons aux présidents des clubs de football de la Gironde, pour les remercier de leur implication.